

# DES GRÈVES SOUS INFLUENCE



**Hiver 1995 : de l'esprit d'opposition et de ses limites**

---

Les textes qui suivent n'ont pas la prétention de tracer le tableau d'ensemble de la crise de l'hiver 1995 à l'échelle du pays, mais de donner mon point de vue, basé sur ma propre réflexion et ma propre participation, très modeste, au mouvement d'insubordination à Paris. Il n'a pas pour but de clore la discussion mais, au contraire, d'en favoriser l'ouverture entre tous ceux qui ne comptent pas en rester à l'enregistrement des événements. Comprendre quelles ont en été les avancées, mais aussi les défaillances, me semble aujourd'hui indispensable pour ne pas être ballotté demain au gré de situations non choisies. ●

ANDRÉ DRÉAN

# La grève et après ?

---

**L**E CAPITALISME DE CETTE FIN DE SIÈCLE, quoi qu'en pensent les adorateurs de la démocratie néolibérale, est aux antipodes de l'image qu'ils en donnent. Derrière le masque de l'humanitaire apparaît l'inhumanité de l'exploitation et de la domination, toujours plus implacables. La capitalisation aggravée de la vie génère des horreurs sans fin, y compris dans les pays les plus civilisés, qu'il est désormais difficile de considérer comme contingentes et passagères. Dans l'esprit des « maîtres du monde », dont la Banque mondiale est le gestionnaire attitré, bien des choses restent encore à faire pour écraser leurs esclaves et donner libre cours à leur ambition dévorante : ravager la planète et déchaîner la puissance domesticatrice du capital. Pour les équipes au pouvoir en France, il faut en finir et vite. Elles y sont incitées par les échéances de l'intégration européenne et, de façon générale, par les impératifs du marché mondial dont elles ne sont, en dernière analyse, que les mandataires. Mais il a suffi que des salariés de l'Etat commencent à faire preuve d'insoumission pour que la belle mécanique mise en point par les gestionnaires en place soit quelque peu grippée.



**POUR LES DIRECTIONS SYNDICALES**, toujours hostiles aux initiatives individuelles et collectives qui risquent de leur échapper, la décision d'entrer en grève est le résultat d'épuisantes consultations sur le terrain, menées avec toute la pédanterie et le cérémonial propres à la démocratie, dans l'objectif d'obtenir la caution du personnel concerné. Mais les individus qui ne manquaient pas d'esprit de décision savaient déjà par expérience que l'unanimité formelle ainsi réalisée ne signifie rien en elle-même. Sans attendre d'avoir l'accord de l'ensemble de leurs camarades encore hésitants, non seulement ils arrêtaient de travailler mais ils commencèrent aussi à investir les postes de contrôle du trafic.

De telles initiatives furent dénoncées par la direction de la SNCF comme des actes d'irresponsables qui « mettaient en danger la sécurité des installations et des réseaux » alors qu'elle a la responsabilité de multiples catastrophes ferroviaires sur les lignes peu rentables qu'elle laisse crever. En réalité, de tels actes révélaient la fragilité du réseau de transport, de plus en plus centralisé et informatisé. La généralisation de la technologie de pointe est à la fois source de force et de faiblesse pour le système. Elle est l'arme du capital pour domestiquer les humains et rendre de plus en plus leur présence obsolète. En même temps, il a suffi que des poignées d'individus déterminés occupent

les centres de contrôle et les postes d'aiguillage, effectuent quelques actes de sabotage élémentaires, comme vider la mémoire des ordinateurs, pour commencer à paralyser l'ensemble du trafic.

Les directions syndicales regardèrent avec suspicion les premiers débrayages spontanés qui démarraient sans leur aval et qui pouvaient être gros de conséquences imprévisibles. Pour les comptables de la force de travail, le travail est la vie même et la grève n'est que l'un des moyens douloureux que les ilotes de la survie sont parfois obligés d'employer pour faire aboutir leurs desiderata. Elles ne comprennent pas qu'arrêter le travail, même de façon momentanée, fait partie des plaisirs de la vie bien que l'on y consume beaucoup de vitalité et que l'on y perde parfois de l'argent. Car pour bien des grévistes, la grève, de moyen était en train de devenir but en soi, activité en rupture avec le quotidien. Elle permettait de relever la tête, de rompre avec la résignation, de briser quelque peu les séparations professionnelles, de parler, de faire la fête, de descendre dans la rue et, pourquoi pas, de festoyer avec les gens du quartier, d'ailleurs bien plus en banlieue que dans le centre de Paris désormais transformé en musée et en centre commercial de luxe. Les détenteurs du pouvoir d'Etat, apologistes du darwinisme social, ont stigmatisé de telles réticences et de telles aspirations comme du « corporatisme de salariés privilégiés », bref comme le réflexe de survie d'espèces antédiluviennes incapables d'adaptation. Le discours n'a rien de bien neuf. Il date de plus de quinze ans, lorsque les ouvriers de l'industrie traditionnelle résistaient, parfois de façon très violente comme dans les Ardennes, à leur disparition, condition primordiale pour mater les rétifs et permettre la reconversion du capital.

Les salariés des entreprises d'Etat comme la SNCF sont, par tradition, marqués par le corporatisme, assis sur la fierté professionnelle. Mais, lorsque les initiateurs des premières grèves affirmèrent qu'ils « combattaient pour eux-mêmes mais aussi pour tous les prolétaires, salariés et non salariés », ils révélaient qu'ils surmontaient leur esprit de boutique habituel qui leur causa beaucoup de tort au cours des précédentes grèves, en particulier au cours de l'hiver 1986. La teneur des premières discussions passionnées, tenues d'ailleurs bien plus dans les cafés que dans les assemblées, montrait qu'il y avait eu maturation souterraine bien avant le déclenchement de la grève. La majorité était certes préoccupée en priorité par les diverses questions relatives à la remise en cause du statut de salarié de l'Etat. Mais la minorité, elle, plus consciente et plus déterminée, allait plus loin et tentait d'aborder l'ensemble des problèmes de la survie quotidienne. Les réponses étaient parfois très confuses, marquées par l'idéologie et le langage de la démocratie pure, mais on sentait la réflexion critique, la recherche réelle de perspectives qui permettraient de « replacer l'humain au centre contre la dictature des marchés », au-delà des catégories inhumaines du capital, des séparations et des rôles qui l'accompagnent. Ainsi, des grévistes de la SNCF, des TELECOM, de la RATP et même d'EDF acceptèrent que des étrangers aux entreprises d'Etat assistent aux assemblées générales, organisèrent des soupes populaires pour les miséreux et ré-

tablirent en partie l'électricité à des foyers nécessaires, germes d'entraide qui rompaient avec l'idéologie de l'appartenance à l'entreprise et l'égoïsme forcené propre au capital contemporain.

Le ridicule ne tue plus : les misérables tentatives du pouvoir d'Etat de dresser la population contre les grévistes échouèrent. Après le fiasco de la première démonstration des « usagers en colère, otages des grévistes », il décida d'annuler les suivantes. Malgré la généralisation de la pagaille dans les transports urbains, la population manifesta pas mal de sympathie pour les grévistes, attitude qui tranchait avec l'hostilité latente lors des précédentes grèves à la SNCF, en particulier au cours de l'hiver 1986. La sympathie fut en général passive, parfois active : constitution de caisse de solidarité aux grévistes, hébergement de ceux qui occupaient les dépôts du centre de Paris et habitaient trop loin à la périphérie pour rentrer tous les soirs chez eux, etc.



**IL Y EUT DES MOMENTS OÙ L'ON A PENSÉ** que les choses iraient plus loin. Mais la dynamique initiale a patiné, puis a été brisée, sans même que les demandes qui l'avaient précipitée n'aient été satisfaites malgré l'amertume générale lors de la reprise du travail et le maintien de poches de résistance particulières.

La répression a été modérée, sauf dans les secteurs ultrasensibles pour le fonctionnement du capital, comme EDF, et elle a visé des irréductibles isolés. Le besoin d'argent, la peur d'en manquer et d'être licencié ont été des facteurs du maintien de l'inertie générale, en particulier dans les secteurs les plus restructurés du capital, où le repli sur soi, la guerre de tous contre tous et de chacun contre soi-même sont désormais de règle. Mais les grévistes eux-mêmes étaient moins tenaillés par le manque d'argent, du moins dans l'immédiat. D'ailleurs, les plus déterminés d'entre eux, lorsque des gens leur proposaient de faire des collectes d'argent, leur répondaient : « Nous en avons assez de faire la grève par procuration. Faites plutôt la grève vous-mêmes. »

La critique de « la grève par délégation » était pertinente. Elle mettait en relief le comportement plutôt amorphe de la masse des simples citoyens, habitués à déléguer la résolution de leurs problèmes au travail, et ailleurs, à leurs mandataires, officieux et officiels, et donc peu aptes à faire preuve d'esprit d'initiative. D'ailleurs, ils continuaient en général à travailler bon gré, mal gré et, au mieux, défilaient derrière les directions syndicales aux côtés, parfois, d'exclus du travail. Même la masse des grévistes était de moins en moins mobilisée. Elle en restait à la simple reconduction de la grève dans les assemblées générales, à la participation aux manifestations et aux fêtes organisées sur les lieux de travail. Contre la passivité ambiante, les grévistes les plus combattifs appelaient à « la généralisation de la grève ». La formule était ambiguë : elle signifiait qu'ils considéraient leur propre activité, la grève telle qu'ils l'avaient entamée, comme la référence obligée pour tous les révoltés potentiels.

Le déblocage de la situation ne pouvait d'ailleurs pas venir de la simple multiplication des grèves. L'extension était subordonnée en partie à la radicalisation, au dépassement du caractère borné des objectifs initiaux qui avaient mis en branle la masse des protestataires. La contradiction entre l'ampleur de la protestation et l'absence quasi générale de perspectives de subversion était évidente, pour ceux qui n'avaient pas perdu leur lucidité. C'est pourquoi, malgré leur combativité, les protestataires ont achoppé sur deux questions essentielles, celle de la fonction du travail et celle, concomitante, du rôle de l'Etat, en particulier de l'Etat Providence.



**LES GRÉVISTES SALARIÉS DE L'ÉTAT** refusaient la dévalorisation de leur situation. Mais ils l'assimilaient à l'atteinte à leur prétendue mission, « être au service de tous les citoyens ». Ils valorisaient ce qui fondait leur survie : leur travail. Ils le dotaient de vertus uniques alors que, là comme ailleurs, il est déjà devenu quelque chose de très fonctionnel, sans sens précis pour les travailleurs, sinon celui de leur permettre d'avoir de l'argent et d'être reconnus comme citoyens. Leur seule particularité est d'être partie intégrante du système de communication de l'Etat, dont le rôle est bien entendu décisif pour la perpétuation de la domination du capital.

De plus, eux qui avaient su parfois profiter de la fragilité des technologies de pointe sur leurs lieux de travail n'avaient pas compris les modifications qu'elles avaient déjà induites dans le reste de la société. Ils espéraient que leur grève paralyserait l'ensemble de l'économie et donc forcerait l'Etat à céder sur l'essentiel. Il n'en a rien été. En région parisienne, le blocage des transports en commun a été total, bien plus important qu'au cours de l'hiver 1986, mais l'impact a été moindre. L'industrie a presque disparu au bénéfice de la finance, de la presse, etc. Là, l'informatisation du processus de travail prédomine. Les entreprises ont été capables, beaucoup plus qu'autrefois, de maintenir l'essentiel de leur activité grâce à la modulation des horaires de travail et à l'utilisation du télétravail. Des managers ont hésité à mettre en œuvre de pareilles mesures car ils doutaient de l'ardeur du personnel et préféraient l'avoir sous la main pour le contrôler. De plus, la nature du travail ne le permettait pas toujours, en particulier dans le commerce. Mais le ton est donné.

La notion de réseau de communication recouvre de moins en moins celle de réseau de transport. Pour accroître la pression, il aurait été nécessaire que les grévistes bloquent d'autres réseaux, chose difficile à réaliser sans la complicité d'employés des TELECOM, d'EDF, etc. La grève à EDF aurait eu beaucoup plus d'impact dans la mesure où les réseaux de communication ne peuvent fonctionner sans électricité, de façon plus précise sans électricité d'origine nucléaire. Mais les directions syndicales, conscientes du danger, ont brisé les quelques grèves qui ont eu lieu à EDF et mis en garde les excités contre « les actes dangereux pour la sécurité des centrales et des réseaux ».



**DERRIÈRE LA FIXATION SUR LE MAINTIEN** des avantages acquis apparaissaient en même temps les ambiguïtés envers l'Etat Providence. En témoignent les appels pour garantir l'emploi, voire le revenu sans emploi. Le système de protection du travail, mis en place au lendemain de la Libération, était indispensable pour reconstruire les bases de l'Etat, prélude à la reprise ultérieure de l'accumulation forcenée de capital au cours des Trente Glorieuses. Les forces de travail étaient alors considérées comme le capital le plus précieux. Les mutations récentes du capital, en particulier les mutations technologiques, ont remis en cause leur centralité et, par suite, l'Etat les traite comme des marchandises dépréciées, à l'entretien coûteux, et bonnes à être jetées au panier.

De plus, la domination de l'Etat Providence va de pair avec la mentalité d'assisté. Elle a habitué les citoyens à voir leurs problèmes de survie pris en charge et tranchés par l'autorité suprême, de manière quasi automatique sans qu'ils aient besoin d'intervenir eux-mêmes. Le renoncement a été le revers de la protection. En particulier, elle n'a pas été pour rien dans l'atomisation et l'asthénie relative des rétifs qui, par haine du travail, fuyaient les entreprises pour tenter quelque peu de vivre. Malgré la remise en cause partielle de l'Etat Providence, le besoin d'assistance perdure et favorise la neutralisation partielle des énergies qui, sinon, deviendraient dangereuses pour la société.

Le néolibéralisme est certes inhumain. Mais il ne fait que révéler l'essence intime du capital : pour lui, l'humain ne présente d'intérêt que dans la mesure où il est capitalisable. Désormais, il est plus que jamais de trop. Lorsque le pouvoir d'Etat fait l'apologie du travail, ce n'est pas parce qu'il pense que l'emploi de tous les travailleurs potentiels demeure la condition primordiale de la mise en valeur du capital mais pour tenter de combler à moindres frais le vide de l'inactivité, source de révoltes. L'Etat a horreur du vide. Pour le maintien de l'ordre, mieux vaut n'importe quelle activité que pas d'activité, tel est le credo du néolibéralisme qu'il a d'ailleurs repris des apologistes de l'Etat Providence. Le travail reste la meilleure des polices bien que le mode de fonctionnement du capital contemporain rende presque impossible d'employer tous les humains disponibles, même au rabais.

Il peut paraître paradoxal que des protestataires indifférents à la politique aient pu accorder tant d'importance à la notion de démocratie : face à l'autoritarisme du pouvoir d'Etat, la défense de la citoyenneté leur apparaît indispensable. En France, le mythe de la souveraineté du peuple a toujours eu beaucoup d'importance dans l'esprit des simples citoyens. Ils y voyaient le moyen d'anéantir le despotisme bien que, sans cesse, il resurgisse de la représentation qu'ils avaient eux-mêmes choisie. Mais jamais le mythe n'aurait pu avoir pareille emprise sur eux si l'Etat ne leur était pas apparu aussi comme leur protecteur, avec la mise sur pied de l'Etat Providence. Non seulement il assimilait, en dernière analyse, les citoyens aux travailleurs mais encore, comme travailleurs, il les protégeait quelque peu, eux et leurs familles, contre les aléas et les risques inhérents à

la condition de salariés au service du capital. En France, l'Etat Providence réalisa ainsi jusqu'au bout la démocratisation de l'Etat.

Désormais, les transformations du capital font apparaître la citoyenneté comme pure forme politique sans contenu social effectif. C'est pourquoi la réduction du rôle protecteur de l'Etat est assimilée à la remise en cause partielle, et même totale pour les exclus, du statut de citoyen. Là aussi, le néolibéralisme joue le rôle de révélateur. La démocratie apparaît pour ce qu'elle a toujours été, même de façon plus débonnaire : la domination du capital.



**LA CRISE DE L'HIVER A RÉVÉLÉ AUSSI LES PARADOXES** de la contestation du syndicalisme officiel. Les protestataires ont, en masse, exprimé, bon gré, mal gré, leur refus du néolibéralisme derrière les responsables syndicaux dans la mesure où, à l'exception de ceux de la CFDT, ils faisaient mine de les mobiliser.

Il est pourtant notoire que, au fil des ans, la désaffection envers le syndicalisme a beaucoup progressé en France. A condition de faire abstraction de la période de radicalisation postérieure à Mai 1968, elle n'a pas exprimé le dépassement de la camisole de force syndicale. Elle a plutôt sanctionné l'atomisation, la dissolution des communautés de combat antérieures et la soumission aux impératifs de la restructuration du capital. Mais la principale particularité de l'Etat Providence, en France, est d'avoir intégré les syndicalistes, qui conservaient parfois leur façade contestataire, aux organes de protection du travail. Le paritarisme donnait l'impression aux troupes syndicales, et leur donne encore en partie malgré la désyndicalisation, d'avoir prise par l'intermédiaire de leurs chefs sur la gestion de l'Etat lui-même. De leur côté, la plupart des chefs syndicaux redoutaient que la réduction de la fonction contractuelle de l'Etat leur fasse perdre des postes et des sinécures, même si la tendance à participer au mode de gestion néolibéral est forte en leur sein, et pas seulement à la CFDT. De plus, ils savaient que leur reconnaissance par le pouvoir d'Etat, comme partenaires dépendait de leur représentativité, de leur capacité à encadrer et à dévoyer les combats dans les entreprises, en particulier à attirer et à digérer les individus les plus combattifs qui y apparaissent.

Depuis quelques années déjà, l'heure n'était plus à l'exclusion, sauf à la CFDT, mais à la récupération pour tenter d'élargir la base de la pyramide dont le sommet, hypertrophié, menaçait de ruine. Le parcours des délégués d'entreprise est désormais très différent de celui de la génération précédente. Les plus vieux ont souvent participé aux associations contestataires surgies au lendemain de Mai 1968 hors du contrôle des centrales, en particulier aux comités d'atelier. La faillite de la prétendue politique révolutionnaire les a amenés à consacrer l'essentiel de leur énergie au syndicalisme de base même lorsque, parfois, ils sont membres des groupes trotskistes, anarchistes, etc. Les plus jeunes sont issus des coordinations de l'hiver 1986. Ils sont assez indifférents



aux étiquettes syndicales : il n'est pas rare qu'ils adhèrent en même temps à plusieurs structures, y compris la CNT. Leur combativité est parfois réelle. Mais dans la mesure où ils évoluent dans les limites du syndicalisme tel qu'il est sanctionné par l'Etat, ils sont tolérés par leurs directions comme des éléments nécessaires à leur survie et au maintien de leur influence sur les gens crédules qui, faute de mieux, leur accordent quelque crédit pour tenter de limiter la casse.

Les directions ont bien joué la manche. Le double langage était la base de leur subtil sabotage. Elles ont en partie fait passer au second plan leurs querelles de boutique et tenté de consolider, pour le moment du moins, la branche sur laquelle elles sont assises et qu'elles avaient contribué à scier. De là les appels démagogiques à « l'action unitaire et interprofessionnelle par la généralisation à travers le pays des grèves et des manifestations pour le retrait du plan Juppé ». En réalité, elles refusèrent d'étendre les grèves, en particulier à EDF, monopolisèrent la parole et la communication dans les assemblées de grévistes, encadrèrent les manifestations et les firent dégénérer en défilés inoffensifs et répétitifs afin d'épuiser les énergies et d'empêcher les plus radicaux d'investir les locaux et les rues à leur façon.



**LA CRISE DE L'HIVER CONFIRME** la percée du syndicalisme de base rénové, recomposé hors des confédérations traditionnelles et qui inquiète beaucoup leurs directions, en particulier celle de la CFDT. Le modèle en est désormais SUD.

Les références fréquentes des fondateurs de SUD aux sources du syndicalisme révolutionnaire, voire de l'anarcho-syndicalisme pour ceux qui sont aussi membres de la CNT, aux Bourses du travail et aux premières associations qui avaient comme objectif l'émancipation des travailleurs, peuvent faire illusion. De même que leur hostilité au corporatisme le plus borné. Mais leur démarche est plus le résultat de l'exclusion imposée par la direction de la CFDT que de la réflexion critique. En réalité, ils participent à la rénovation du syndicalisme, rénovation basée à la fois sur la reprise du thème de l'autogestion et sur la prise en compte du phénomène de l'exclusion jusqu'alors négligé par les centrales. Ils combinent la défense traditionnelle du statut des travailleurs de l'Etat à la défense des sans-travail, des sans-logis et des sans-papiers, participent à la création d'associations caritatives et multiplient les relations avec celles, laïques et religieuses, qui prennent le relais de l'Etat en matière d'assistance.

SUD est déjà partie intégrante du mouvement associatif tel qu'en rêvent les purs démocrates de notre époque, champions de « la défense de la société civile contre les attaques du pouvoir d'Etat ». Mais le mouvement associatif rénové est déjà pourri avant même d'avoir fleuri : il est issu de la décomposition de l'ancien syndicalisme professionnel, basé sur l'identification des individus à la classe du travail, et de l'émergence des nouvelles associations réformistes, fondées dans le but d'intégrer au travail tous

ceux qui en sont exclus afin qu'ils deviennent des citoyens à part entière. Malgré la bonne volonté de nombre de membres de SUD, le syndicalisme atypique qu'ils appellent de leurs vœux n'a rien de révolutionnaire.

L'ironie sur le bureaucratisme des centrales ne les empêche pas de participer aux mécanismes institutionnels dans les entreprises d'Etat, en particulier les élections professionnelles, qui permettent d'être reconnu par l'Etat comme représentants officiels du personnel. L'idée de ne pas abandonner le terrain des institutions paritaires, des comités d'entreprise aux conseils d'administration, aux gestionnaires est archi-écoulée. Le terrain est piégé : les délégués y sont admis comme cogestionnaires des forces de travail. Face à l'institutionnalisation de SUD, des contestataires proposent de limiter le temps de participation des délégués aux organismes de cogestion et même d'élire et de révoquer, au gré des décisions prises dans les assemblées générales, les comités de grève. Mais aucune procédure formelle n'a jamais entravé l'apparition de la hiérarchie au sein des institutions, même lorsque leur base est considérée comme souveraine. Tant que les individus éprouvent le besoin d'être représentés, ils sont toujours confrontés au fait que la représentation qu'ils choisissent échappe à leur contrôle.



**EN FRANCE, IL EST DANS LES HABITUDES** des contestataires de tenter d'échapper aux obstacles rencontrés dans les luttes concrètes par le recours aux recettes abstraites. Face à l'incapacité à comprendre ce qui entrave le développement du contenu, des contenus des mouvements en cours, on en revient à l'apologie des formes bien connues. Mais, détachées du contexte qui leur donnait sens et vie, elles ne sont plus que des formules creuses et mortes, des fantômes qui ne font même plus peur aux détenteurs du pouvoir d'Etat et à leurs acolytes, les responsables syndicaux. Parce que les syndicalistes, par crainte de mettre de l'huile sur le feu, ont évité l'emploi du terme de grève générale, des contestataires ont cru y voir la solution miracle. Mais, quelles que soient leurs bonnes intentions, ils n'ont fait que de la surenchère.

La grève générale de Mai 1968 constitue leur valeur-refuge par excellence. Là, ils ne font même plus preuve d'esprit critique. Pourtant, le mouvement de masse radical qui éclata à l'époque dépassait le cadre déjà très limité de la grève générale. Il commença à remettre en cause le travail et bien d'autres aspects de la survie quotidienne : la famille, l'école, l'urbanisme, etc. L'occupation des entreprises tourna vite, sous le contrôle des syndicalistes, à l'enfermement et parfois à l'hostilité envers ce qui n'était pas lutte professionnelle. Laissons donc les spectres tranquilles. La page est tournée. Désormais, la structure de la société est transformée en profondeur, avec la marchandisation de l'ensemble des relations et la dissolution presque intégrale des communautés de classe qui, malgré leur corporatisme, résistaient au capital. En France, il est devenu impossible d'identifier les îlots modernes du capitalisme contemporain, travailleurs et non-tra-

vailleurs, aux anciens ouvriers du capitalisme industriel, qui constituait alors le cœur de l'économie, sauf en partie dans les entreprises d'Etat et dans ce qui reste des entreprises industrielles classiques.

Faire grève n'en demeure pas moins important car le travail, comme phénomène de domestication des individus, demeure la base du fonctionnement de la société. Mais le blocage général du processus de travail à l'échelle du pays est moins que jamais le modèle de combat pour tous les révoltés potentiels. L'ensemble des rôles et des camisoles de force qui nous étouffent débordent le cadre du travail. Désormais, le blocage n'est que l'un des moments des mouvements d'insubordination contre le pouvoir d'Etat, contre la société contemporaine. En témoigne déjà les émeutes urbaines endémiques dans les mégapoles des pays les plus avancés qui, malgré le caractère limité de leurs objectifs, n'en sont pas moins aussi très caractéristiques des manifestations de révolte de notre époque.



**IL EST IMPOSSIBLE DE DIRE AUJOURD'HUI** de quoi sera fait demain. Rien n'est joué à l'avance pour ce qui est des suites du mouvement de l'hiver. Par rapport à ceux du proche passé, il a réalisé quelques avancées mais, en même temps, a révélé l'existence d'énormes blocages. Bien entendu, ils ne sont pas a priori insurmontables et ne doivent pas devenir le prétexte pour courber l'échine. Rien n'est fatal et comme le rappelle la formule célèbre : « La force des maîtres repose aussi sur la faiblesse de leurs esclaves ».

Mais il n'en reste pas moins vrai que les conditions historiques sont modifiées. Le plan Juppé, en particulier, n'est pas que le fruit des lubies néolibérales des technocrates en délire, aujourd'hui au pouvoir en France. Dans ce cas, les grèves de masse de l'hiver auraient suffi pour le faire retirer. Mais, derrière eux, apparaît l'ombre menaçante du véritable ennemi dont ils ne sont que des gestionnaires. L'ennemi est le capitalisme global qui a décidé, à l'échelle planétaire, de porter le coup de grâce à ceux qu'il n'a pas encore matés. D'où la capacité d'encaisser les coups de la fine équipe Juppé. De plus, les sacrifiés du néolibéralisme sont coincés. D'une part, les plus vieux ne sont guère enthousiasmés par les programmes de transformation de la société issus de la période révolue, programmes en général réformistes. D'autre part, les jeunes ont grandi à l'ombre de la crise dans l'ambiance de nihilisme généralisé qui caractérise le capital contemporain.

Même lorsque la détermination d'en découdre est réelle, l'absence de perspectives globales de dépassement de la survie dans laquelle ils baignent les condamne à des explosions de colère, amples mais sans suite, au moment même où la simple résistance aux empiétements du capital est très ardue à réaliser. Le capital a toujours repris le lendemain ce qu'il avait accordé la veille et l'on ne peut apprécier le mouvement de l'hiver en termes de bilan comptable. Mais la non-satisfaction d'exigences élémentaires

participe à la sensation d'impuissance. Nous ne vivons pas que pour les satisfactions de la chair mais lorsqu'elles viennent à manquer, celles de l'esprit sont de piètres consolations. L'absence de grands buts ne pousse pas à employer des grands moyens, sauf dans des situations très particulières. Le pouvoir l'a compris. Malgré la peur que lui inspiraient les arrêts de travail massifs dans les entreprises d'Etat, il joua beaucoup plus le pourrissement probable que sur la répression sauvage et lâcha du lest sur les revendications catégorielles pour accélérer la décomposition.



**POUR LUTTER CONTRE LE DÉFAITISME** et le retour de l'atomisation, au lendemain de la reprise du travail, des poignées d'irréductibles ont décidé de continuer à penser et à agir, de façon coordonnée, en prévision de l'hypothétique reprise, à Paris et en province. L'initiative ne manque pas d'intérêt. Mais il est essentiel de comprendre qu'il ne peut être question de reconstituer les comités de lutte, tels qu'ils ont pu exister dans la période de radicalisation ouverte par Mai 1968. Et encore moins les coordinations, à l'image de celles qui ont surgi lors des précédentes grèves, et qui voulaient être les représentantes des diverses catégories socioprofessionnelles en lutte. Sans négliger l'échange d'informations et le reste, il est plus que jamais nécessaire de faire le bilan critique du mouvement d'insubordination auquel nous avons participé. La possibilité de convergence entre les individus qui n'acceptent pas la résignation en dépend. En particulier, la critique du syndicalisme, même atypique, est nécessaire. Elle est difficile car elle peut provoquer l'éloignement, non seulement à l'égard des directions syndicales mais aussi à l'égard des amis, encore plein d'illusions sur le rôle du syndicalisme de base, qui ne la comprendraient et pourraient l'assimiler à la rupture des relations tissées au cours de la grève. Mais c'est aujourd'hui l'une des conditions pour agir par nous-mêmes et pour nous-mêmes. ■

PRINTEMPS 1996

# Dompage!

---

**A PRÈS PLUS DE SIX MOIS** de tentative de participation au comité du XVIII<sup>e</sup>, à Paris, comité issu de la grève de décembre 1995, j'ai dû me rendre à l'évidence. En dépit du désir des individus qui le composent de continuer à faire quelque chose ensemble, il est en train de pourrir sur pied. Il est temps d'expliquer les raisons qui me poussent à ne plus y participer. Bien entendu, les membres pris en particulier ne peuvent être identifiés en bloc à la critique générale que j'entreprend ici. Il serait stupide de lancer des anathèmes et de rechercher des coupables. Mais il n'en reste pas moins vrai que, malgré nombre de réticences envers les partis et les associations syndicales et parasyndicales, le comité n'a presque pas dépassé, dans l'ensemble, le cadre de l'activité néoréformiste, en particulier de l'activité néosyndicale symbolisée par SUD.

**MALGRÉ DES LIMITES ÉVIDENTES**, la grève dans le XVIII<sup>e</sup> n'avait pas manqué de dynamisme. Les particularités de l'arrondissement, encore bien populaire malgré les ravages engendrés par les rénovateurs, la présence et la proximité de gares, de centres de tri postal, d'écoles, où des noyaux de grévistes actifs étaient apparus, ainsi que les résistances récentes contre la rénovation ont été sans nul doute des facteurs bénéfiques. L'école de la rue Lépine a constitué le pôle de regroupement sur le XVIII<sup>e</sup>, tant par la ténacité des instituteurs en grève que par le fait que les plus déterminés d'entre eux décidèrent d'ouvrir les portes de l'école, d'en faire le lieu de rencontre entre les gens concernés par la grève. Il y eut des assemblées avec des discussions parfois passionnées, où chacun pouvait intervenir, associées à des fêtes sympathiques.

**POUR LUTTER CONTRE LA RÉSIGNATION**, au lendemain de la reprise du travail, les plus rétifs avaient décidé de continuer à agir ensemble en prévision de l'hypothétique reprise de la grève et, au moins, pour commencer à en tirer des leçons pour la suite. Ils affichaient de plus leur volonté de sortir des sentiers battus balisés par les institutions syndicales traditionnelles. D'où l'idée de constituer le comité. La tentative était intéressante. Elle était susceptible d'engendrer des activités en rupture avec le réformisme. Dans mon esprit, il n'était pas question de l'apprécier de façon statique, au nom d'idéaux radicaux figés, mais de façon dynamique, d'explorer les possibilités d'avancées à partir des embryons de critique qui étaient déjà apparus. Le nécessaire recul envers les côtés néosyndicalistes du comité ne devait pas tourner au désir maniaque de grossir les divergences, au refus d'explorer les convergences et de les concrétiser par des actes, attitude sectaire qui génère la polémique stérile. Encore moins à identifier a priori des

individus combatifs aux préjugés qu'ils pouvaient encore avoir. Mais, au fil des réunions, malgré les réticences de quelques personnes plus critiques que la moyenne, la distance entre ce qu'il était possible d'espérer et la triste réalité constituée par la routine du comité a augmenté.

**IL SERAIT TROP FACILE** de faire porter le chapeau du blocage à la situation générale. Certes, le comité n'aurait pas vu le jour sans l'impulsion donnée par la grève. Mais, dans la mesure où ses initiateurs avaient l'ambition de dépasser le cadre des simples comités de grève, l'échec de celui-ci ne peut être expliqué par l'échec de celle-là. Il faudrait sinon affirmer que nous ne pouvons rien faire, seuls et à plusieurs, en l'absence de situations globales qui nous stimulent. Or, après la période d'optimisme de commande, les membres du comité, même les moins lucides, sentaient que l'état des lieux laissait à désirer. Dans la mesure où le cours général des choses ne dépendait pas que d'eux, il serait grotesque de les accuser de ne pas avoir réalisé l'impossible. Par contre, bien des choses étaient possibles et dépendaient de leur volonté de surmonter leurs limites idéologiques initiales.

**L'ACTIVITÉ DU COMITÉ A MONTRÉ** que le refus du corporatisme, refus qui avait été à la base de sa constitution, était insuffisant pour enclencher la dynamique souhaitée. Car, désormais, c'est l'évolution même du travail qui pousse à la dissolution de l'idéologie corporatiste dans l'esprit des travailleurs, autrefois habitués à être attachés à des postes fixes, parfois à vie, dans les entreprises, en particulier dans les entreprises d'Etat. La généralisation de la précarité, de la polyvalence et du chômage de masse qui les accompagne bouleverse et rend caduc les repères habituels sans que cela implique toujours le dépassement de l'antique idéologie du travail. En témoigne la revendication « Du travail pour tous ». Même les chefs syndicalistes les plus corporatistes, comme ceux de la CGT, sont obligés de tenir compte de la mutation en cours sous peine de disparaître et tentent d'élargir le champ de leur intervention hors des limites des collectifs de travailleurs qui constituèrent longtemps leurs bastions. Ils reprennent à leur façon les revendications des sans-travail, des sans-logis, des sans-papiers, etc. Ils décident de labourer le terrain de l'exclusion, pour utiliser le terme officiel, afin de mieux le stériliser, terrain qu'ils avaient laissé plus ou moins en friche et qui commençait à être occupé par les associations philanthropiques. Rappelons que le fonds de commerce des reconstructeurs est le mythe de la démocratie pure, prétendue propriété des citoyens et qu'il faudrait préserver contre le pouvoir d'Etat. La méfiance envers l'humanitaire était salutaire, mais nous ne pouvions nous en séparer par le biais du politique. Pour ne pas l'avoir compris – pour quelques-uns, pour ne pas avoir voulu le comprendre –, nombre de membres du comité commencèrent à glisser sur la pente savonneuse qui les emmena à participer à la tentative de reconstruction, à gauche de la gauche officielle.

**POUR EXPLIQUER L'IMPORTANCE PRISE** par de pareils errements, il est indispensable de souligner que, dans le comité, à côté de personnes qui en étaient à leur première expérience associative, voire à leur première expérience gréviste, il y avait aussi des gens issus de la militance à gauche de la gauche officielle et qui, parfois, n'avaient pas rompu avec les idéologies surannées pseudo radicales, même lorsque leurs activités quotidiennes relevaient du syndicalisme de base : ils prennent part aux comités d'entreprise, organes de gestion du travail, etc. Il est de notoriété publique que, depuis pas mal de temps, ils constituent le fer de lance de la rénovation syndicale. En ce sens, le comité était aussi le fruit de la décomposition du milieu politique à prétention radicale, sinon en totalité du moins en partie. Il n'est pas question ici de diaboliser les individus qui y sont impliqués mais d'en finir avec la comédie de la génération spontanée du comité par la grève, du comité fondé rien que par des grévistes, sans histoire individuelle et collective. Bien peu, dans le comité, ont eu le courage de le rappeler et encore ils étaient dans bien des cas adeptes du partitisme le plus éculé d'origine marxiste-léniniste.

**LOIN DE MOI L'IDÉE** d'avoir voulu transformer le comité en cénacle de penseurs en chambre. Encore moins d'avoir voulu faire de l'analyse abstraite de la société le préalable à n'importe quelle activité concrète. Mais dans la mesure où les membres du comité affichaient leur intention d'avoir des activités autonomes, la discussion sur les objectifs, les modalités et les moyens à employer pour qu'elles prennent corps était indispensable. Force est de reconnaître qu'ils ont, en masse, fait l'inverse malgré les interventions des quelques personnes qui ne voulaient pas retomber dans les impasses trop connues. L'attitude qui consistait à refouler la critique au nom de l'activité, comme cela arriva trop souvent, revenait à refuser de rompre avec l'activité réformisme et en favorisait le recyclage sous des couleurs quelque peu radicales. Constitué à partir de la grève, il était urgent pour le comité d'en amorcer le bilan critique s'il voulait vraiment avancer. La nécessité du bilan fut maintes fois réaffirmée et maintes fois repoussée à plus tard sous le prétexte qu'il ne fallait pas être obsédé par le syndicalisme et aviver, de manière artificielle, les contradictions avec ceux qui y étaient encore sensibles. Les textes qui circulèrent afin de l'amorcer (*La Grève et après*, etc.) furent reçus dans l'indifférence quasi générale. Lorsque, enfin, plus de quatre mois après la fin de la grève, la question fut abordée, la discussion sombra dans l'anecdote et, à quelques exceptions près, révéla l'orientation générale du comité : l'engouement pour le néosyndicalisme façon SUD. L'incapacité chronique de la plupart des membres à réfléchir de façon critique sur la grève à laquelle ils avaient eux-mêmes participé était flagrante.

**IL EST DES SITUATIONS** où il est indispensable d'agir et de réagir vite sous peine de perdre des occasions de modifier la situation en notre faveur. Mais l'idéologie de l'urgence, avancée hors de propos, n'a été que le prétexte commode pour éviter de définir des positions autonomes face à des situations que l'on n'avait pas choisies. Le thème de

l'urgence est presque toujours l'argument favori de ceux qui n'entendent pas remettre en cause leur propre manière de voir le monde et de l'aborder mais qui les reconduisent et refoulent par avance les moindres propositions des individus qui ne veulent pas retomber dans les aberrations de la militance traditionnelle. Pour les activistes du comité, il était toujours possible de justifier à peu près n'importe quoi au nom de l'urgence. Le summum fut atteint au moment de l'affaire des Africains sans papiers. Reconnaisant « la légitimité des exigences des collectifs de sans-papiers », telles que « Des papiers pour tous », quelques membres du comité n'en émettaient pas moins des réserves, en particulier sur le rôle de vedettes tenu par des « délégués des sans-papiers » et sur les tractations avec le cénacle des négociateurs qui comptaient traiter l'affaire « au cas par cas ». Parfois, des délégués n'hésitèrent pas à nous demander de les soutenir sans connaître leurs intentions et à oublier nos interrogations. Mais nous étions quelques-uns à refuser de leur délivrer des chèques en blanc. D'autant que tel ou tel d'entre eux étaient manifestement délégués par leurs organisations, par exemple le Mouvement pour la démocratie nouvelle au Sénégal, officine marxiste-léniniste, pour prendre le contrôle de la situation. De plus, à notre avis, le comité était bien placé, dans le XVIII<sup>e</sup>, pour intervenir de façon autonome, par exemple pour diffuser des tracts dans lesquels il aurait exposé ses propres positions et, pourquoi pas, pour organiser des défilés accompagnés de blocages d'avenue, etc., bref pour être actif dans la limite des forces disponibles sans tomber dans le rôle de souteneur, propre aux associations. A la place, la rédaction du papier fut confiée à quelques-uns, sans en discuter le sens, selon le principe de la colle et des ciseaux : à partir de morceaux de proclamations parasindicalistes. Les parties les plus indéfendables furent biffées et remplacées par d'autres, à première vue plus acceptables et plus générales, bien que bourrées d'illusions citoyennes, du genre « Des papiers pour tous ». Puis, le comité palabra sur des problèmes techniques, du coût à la dimension de banderoles, pour participer à la énième manifestation sponsorisée par les récupérateurs des exigences des sans-papiers.

**LA CROYANCE DANS L'IMPORTANCE** de la contre-information a joué dans le même sens. Etre informé est désormais devenu le credo des citoyens indignés par les médias. Rien n'est plus banal que l'idée selon laquelle le manque d'informations est l'un de ceux dont nous souffrons le plus. Par suite, la recherche et la diffusion d'informations, non manipulées par les médias, furent présentées comme l'une de nos activités essentielles. Il est certain que, sans données, il est impossible de prendre position. Mais en faire la clé de voûte des relations au sein du comité revenait à vouloir réaliser le travail des médias sans les médias, travail sans fin et qui a fini par entraver la moindre prise de position autonome. La course à l'information a joué le rôle de substitut à la réflexion. Présentée comme objective, comme si toute interprétation subjective en était absente, elle était indiscutable et incriticable. Mais les dés étaient pipés et le choix des données déterminé par les objectifs poursuivis. La débauche d'anecdotes sur le XVIII<sup>e</sup> et l'over-



dose de papotages sur la routine syndicale et parasyndicale en disaient long sur les pré-occupations effectives des meneurs de jeu. Comme l'a montré l'émission du comité à la radio Paris Pluriel, émission à laquelle j'ai participé, la prétendue information amena à censurer la critique et à laisser le monopole de l'interprétation aux syndicalistes invités.

**L'IRONIE DE L'HISTOIRE**, c'est que l'incapacité à définir et à entamer ensemble la moindre activité autonome était justifiée par le souci d'efficacité. Mais la valeur de l'activité, même partielle, ne peut être appréciée en des termes aussi pragmatiques. Lorsque des individus n'agissent pas en connaissance de cause, ne cherchent pas à déterminer les objectifs, les modalités et les conséquences de leurs actes, dans la mesure où elles dépendent d'eux, ils ne sont plus que les instruments des volontés d'autrui. Le comité n'a pas compris que les relations que les membres pouvaient établir entre eux étaient l'un des moments essentiels de leur activité. Ce qui révèle la conception instrumentale qu'il en avait. Il est même arrivé que des décisions aient été prises ailleurs, dans les cénacles de la militance, et que ceux qui n'y prenaient pas part aient été placés dans la situation humiliante de main d'œuvre au nom, bien entendu, de la nécessité d'aller vite. Bien des membres n'y voyait pas mystère, même lorsque des proclamations communes avec des cartels d'associations humanitaires, supporters des sans-papiers, étaient signées en leur nom sans même qu'ils le sachent : la méfiance envers les institutions bureaucratiques n'est pas suffisante pour rompre avec l'esprit bureaucratique. L'argument selon lequel les coups pleuvent et que le temps perdu à discuter nous empêche d'y répondre au coup par coup est inepte. Le temps gagné par l'Etat à écraser les individus, à détruire ce qui peut rester de solidarité entre eux, à liquider les germes de sociabilité qui ont pu exister autrefois à travers les combats contre le capital, ce temps n'est pas rattrapable par la participation frénétique à d'éphémères démonstrations d'indignation. La fuite éperdue dans l'activisme, qui plus est néoréformiste, ne révèle que la recherche d'activités de substitution à l'incapacité à agir à partir de nous-mêmes et pour nous-mêmes.

**L'INDIFFÉRENCE ENVERS DES ACTIONS** qui apparaissent à l'initiative d'autrui et qui nous concernent tous, comme celle des sans-papiers, serait criminelle. Beaucoup de membres du comité en déduisirent que l'essentiel était de participer. Mais participer à quoi et comment, voilà la question toujours éludée. Ils n'en sont sans doute pas conscients, mais ils fonctionnent comme s'ils craignaient de louper le dernier train de la recomposition des forces politiques en cours qui, à chaque fois, devrait avoir lieu selon l'échéance et les modalités imposées par l'actualité politique. Le mythe de la participation, qui accompagne l'absence de réflexion et d'esprit critique, ne peut que faire le jeu de ceux qui racolent sur le terrain spectaculaire, où chacun doit faire acte de présence sous peine de culpabiliser, le terrain des démonstrations bien tranquilles, commanditées par les cartels d'associations et de partis à gauche de la gauche caviar, tous aussi récupérateurs les uns que les autres. En réalité, l'essentiel de l'activité du comité a

consisté à jouer la claque turbulente, mais la claque quand même, dans les réunions et les manifestations syndicales et parasyndicales.

**L'ORIENTATION PRISE PAR LE COMITÉ** est désormais irréversible. Elle découle de la permanence, dans le milieu à gauche de la gauche institutionnelle, des préjugés réformistes, en particulier syndicalistes. Il serait stupide d'en attribuer l'entière responsabilité aux chefs syndicalistes qui, dans le comité, sont venus aux premières réunions, pour voir s'il n'y avait pas là quelques troupes fraîches à recruter, et que nous n'avons plus revus ensuite. Parlons plutôt de l'influence que les préjugés exercent sur les gens, même quelque peu révoltés par la situation qui leur est faite, auxquels ils tiennent et qu'ils reconduisent. Leurs révoltes, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées par la recherche de perspectives qui dépassent les schémas des réformateurs, sont perdues d'avance. Personne n'échappe en totalité aux préjugés mais de là à ne pas tenter de les surmonter ! La parole à elle seule est sans force face à de tels murs. La répétition des banalités de base de la critique radicale n'a jamais convaincu personne et nous sommes quelques-uns à n'avoir aucun goût pour le radotage. La lassitude nous gagne. La conclusion est claire : toujours prêt à rencontrer, à titre individuel, des personnes proches que j'ai pu croiser dans le XVIII<sup>e</sup>, il n'est plus question pour moi de participer à des réunions collectives sans dynamique propre. ■

AUTOMNE 1996

---

**POUR TOUTE CORRESPONDANCE**  
**ÉCRIRE À NUEE93@FREE.FR**

---



PRIX EN LIBRAIRIE: 2 EUROS